

# Sortie de crise à Madagascar: Au nom de notre communauté de destin ...

La Gazette – Jean-Marie F Richard – 08/04/11

La posture de la médiation de la SADC charge de faire des recommandations à l'organisme Régional quant au devenir du Gouvernement d'Unité Nationale de Transition à Madagascar a laissé l'ensemble des protagonistes sur leur faim. Le premier avril 2011 n'avait rien d'un poisson d'avril mais bien d'une non – décision sauf celle de renvoyer à un «Sommet extraordinaire» de la SADC le soin d'émettre un avis quant à la poursuite de la sortie de crise à la lumière de la feuille de route paraphée le 7 mars dernier à Madagascar. Ce sur place de la Troïka pourrait néanmoins représenter une opportunité pour la diplomatie mauricienne. Si cette dernière sait tirer profit de ses nombreuses affiliations (SADC Francophonie, Commonwealth, COI) elle pourrait prendre le leadership de la sortie de crise en proposant de réunir à Maurice le sommet extraordinaire de la SADC. Pour rappel Maurice assure en ce moment même la présidence de cette entité de proximité, porteuse incontestable d'une communauté de destin, historique, sociale et politique entre les îles de notre région de l'Océan Indien. Cette COI (sans doute perfectible à plus d'un titre) dont Maurice assure en ce moment la présidence, a l'occasion de faire taire ses détracteurs. Les Etats membres rallient derrière l'étendard de notre communauté de destin hic et nunc et d'une volonté politique devrait sans difficulté s'imposer telle la force motrice d'une sortie de crise

Réunie en conclave à Livingstone, Zambie le 31 mars dernier la Troïka de la SADC les Présidents Armando Guebuza, Mozambique, Rupiah Banda, Zambie et Jacob Zuma, Afrique du Sud a décidé de ne rien décider quant aux attentes du jour que ce soit du côté de l'opposition et de la Transition aujourd'hui élargie à plusieurs composantes politiques autour de Camille Vital. n'a eu d'effet que de favoriser des interprétations contradictoires quant à leur décision de ne rien décider... Les pro Ravalomanana n'hésitant pas à parler de « rejet de la feuille de Route » et de « mauvais point pour la médiation » menée par l'ex président mozambicain Joachim Chissano

## « Un gouvernement de transition pluriel »

Il faut préciser que c'est le message que diffusait déjà en amont de cette rencontre, la mouvance de l'ex président Ravalomanana, personnellement présent dans les couloirs des négociations. Une occupation de l'espace diplomatique aux forts accents de lobbying accentuée par les services d'une société de communication politique basée à Cape Town et ayant des relais dans d'autres pays de la SADC...

Pour leur part Yvette Sylla la nouvelle ministre des Affaires Etrangères et Roland Ratsiraka membre de la Transition se voulaient rassurants et optimistes. La première estimant qu'en ce qui concerne la reconnaissance «la décision est en bonne voie» et le second de retour d'une tournée européenne de plaidoyer en faveur de la «cause malgache» la semaine dernière que «la reconnaissance du gouvernement sera acquise dans les plus brefs délais»...Ce à quoi répondait à distance le Secrétaire Général de la SADC Tomas Salomoa que la chose la plus importante est de ramener Madagascar à sa place dans le concert des nations «Les dirigeants de ce sommet sont à l'écoute attentive des développements de la situation à l'heure actuelle Mais ils sont conscients que l'objectif final est d'amener le pays à des élections... » Déclaration qui en dit tout et pas assez sur les autres étapes qui devraient s'ensuivre pour aboutir à la reconnaissance pleine et entière. Sans doute que dans un premier temps, le Secrétaire General de la SADC lors de cette déclaration faite à Livingstone avait en tête la nomination d'un gouvernement « plus équitable » pour reprendre la terminologie de la feuille de route paraphée le 7 mars dernier. C'est sur que la reconduction de Camille Vital à sa propre succession avait fait tiquer certaines chancelleries...Parmi même celles moins hostiles à une sortie de crise selon les termes de la feuille de route. Toutefois la recomposition du gouvernement reflète une réelle ouverture même si les trois mouvances formellement cristallisées autour des trois ex présidents Didier Ratsiraka, Albert Zafy et Marc Ravalomanana ne s'y retrouvent pas. Par contre des dissidents et des personnalités jusqu'à récemment proches des trois personnalités y figurent notamment : Yves Aimé RAKOTOARISOA (ministre d'Etat chargé des relations avec les institutions) Ancien Député TIM (Ravalomanana) de Taolagnaro (Fort Dauphin). Jean André NDREMANJARY (ministre des sports, Ancien Ministre de la Population, de la Jeunesse et du Sport (sous Ratsiraka en fin des années 80) Ancien Député de Madagascar. Antoine ZAFERA RABESA (ministre de l'enseignement supérieur) Ancien Ambassadeur de Madagascar et Ancien Ministre (sous Ratsiraka en fin des années 80). Elysée RATSIRAKA (ministre de l'Energie) Ancien Conseiller Spécial du Vice-Premier Ministre de la Santé, Frère cadet de Didier Ratsiraka. Jean Jacques RABENIRINA (ministre de l'éducation). Ancien Ministre de la Fonction Publique et

Ancien Ministre du Tourisme sous Ravalomanana. Hery RAHARISAINA (Ministre de La pêche) Ancien Député TIM (Parti de Ravalomanana) élu à Vohémar. Vyvato RAKOTOVAO (Ministre de l'agriculture), Ancien Conseiller Spécial du Ministre de l'Economie, Commerce et Industrie, Secrétaire Général du Parti TIM (Ravalomanana). Et last but not least Pierrot RAJAONARIVELO (ministre d'Etat chargé de l'Economie et de l'Industrie), Ancien Vice Premier Ministre de chargé du Budget et de la Décentralisation, Ancien Ambassadeur de Madagascar à Washington.

### « Des signes d'empressement et de fébrilité »

Il est vrai que le nouveau gouvernement Vital ne comprend que des représentants de formations ayant paraphe à feuille de route du mois de mars dernier – Il est aussi vrai que certains des ministres ont appris leur nomination officielle pour le moins à la va vite... Il est vrai aussi que certains nouvellement nommés n'ont-ils pas fait grand cas du fait qu'ils ne géraient que des affaires courantes au mépris de la plus élémentaire des courtoisies à l'égard de leurs prédécesseurs... Cela a été le cas notamment au ministère de l'Energie au moment de la passation de service entre Rodolphe Ramanantsoa et Elysée Ratsiraka. Le dernier nommé exigeant séance tenante la voiture de fonction ministérielle, son prédécesseur, ancien grand commis de l'état a failli rentrer en taxi... Autre élément qui démontre s'il faut une certaine fébrilité dans la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale, c'est la situation du ministre d'Etat chargé des relations avec les Institutions, Yves Aime Rakotoarisoa connu pour son franc parler et sa forte personnalité – se retrouve sans bureau officiel ni locaux ni budget. Une situation qui illustre bien le côté un peu « à la va vite de tout cela » indique un haut officiel rompu aux arcanes de l'administration gouvernementale dans la grande île. Celui-ci précise qu'il est impératif de caser cette ancienne figure de proue de la mouvance Ravalomanana pour éviter des secousses internes à la toute nouvelle équipe ralliée depuis peu à la transition d'unité nationale... Des observateurs de la presse ont également fait état de ces velléités de prendre un contrôle total des ministères du plus bas au plus haut de la hiérarchie « Quelles que soient donc leurs ambitions et surtout leurs contraintes vis-à-vis des entités qui les ont proposées au sein du gouvernement, les nouveaux ministres ne devraient pas procéder à un changement de fond en comble de leur département. Charger de liquider les affaires courantes et de se contrôler les uns les autres pour assurer la crédibilité des prochaines élections les nouveaux membres du gouvernement n'ont pas à changer la personne technique s'ils sont animés d'un minimum de bon sens et de patriotisme » pouvait-on lire dès le 31 mars soit le surlendemain de la prise de fonction officielle des nouveaux ministres...

### « Des nuages au plan économique »

Par ailleurs les opérateurs économiques sont également sur le qui vive pour ce qui est de cette reconnaissance internationale essentielle pour que Madagascar reprenne sa place dans le concert des nations et puissent re-bénéficier des budgets d'aide au développement multilatéral et aussi bilatéral. C'est ainsi que des projets de désenclavement au niveau des télécommunications arrivent en fin de course et leur reconduction est dans la balance. Au niveau bilatéral c'est la suspension des clauses préférentielles de l'AGOA qui a fait le plus mal. Près de 150 000 emplois directs ont été perdus en deux ans – mettant à mal au passage certaines entreprises mauriciennes qui avaient dans ce cadre un axe Maurice Madagascar. Le dossier de l'AGOA est vital pour Madagascar et figure en tête de liste des urgences en matière de diplomatie économique de la ministre Yvette Sylla. Madagascar attend beaucoup du soutien de Maurice entre autres sur ce dossier qui au-delà des considérations économiques prend des allures quasi humanitaires tant la situation risque de dégénérer au plan social si la sortie de crise ne demeure qu'une intention et plus grave commence à relever de la langue de bois politique.

Au plan local par ailleurs c'est la grogne du côté des pétroliers et des gérants de station service. Une grève de ces derniers pourrait être déclenchée dans les jours qui viennent. Cela constituerait un pas de plus vers une explosion sociale qui est encore à fleur de peau même si depuis l'annonce de la composition du gouvernement d'unité nationale de transition une certaine sérénité semble être de mise au sein de la population qui place encore mais du bout des lèvres ses espoirs de jours moins déprimants.

### « La communauté de destin source d'attente renouvelée »

C'est d'ailleurs dans ce contexte que se situent les attentes renforcées de la Grande Ile vis-à-vis de Maurice et de son « goodwill » au plan international, de son appartenance à la communauté de destin, de son modèle de gouvernance voire de sa relative réussite socio économique et culturelle qui sans doute fait écrire à un chroniqueur réputé de la presse malgache : « Outre le fait que l'Afrique australe compte elle-même des régimes dont l'exemplarité démocratique est sujette à caution, ce qui enlève une part de supériorité morale à

l'intervention de ses ambassadeurs, l'efficacité voudrait que la communauté internationale veuille bien considérer cette dimension îlienne de Madagascar. Au bout de deux ans d'impasse, quel dogme s'opposerait à donner sa chance à l'identité indianocéanienne, à travers les structures de la COI (Commission de l'Océan Indien) et que, faute pour les négociations au sommet de pouvoir se dérouler idéalement en terre malgache, pourquoi ne pas envisager que le prochain sommet des chefs d'Etat se tienne à l'île Maurice ? » Un appel au bon sens à notre appartenance commune en termes de destinée que la diplomatie mauricienne serait bien avisée de prendre en compte dans son équation, car : It's' now or never !

Source : [http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com\\_content&task=view&id=11760&Itemid=55](http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=11760&Itemid=55)